

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Que ce soit par l'intermédiaire du FMI, de l'IAB ou de n'importe quelle autre des nombreuses sources de prêts, ces organisations avancement de l'argent à des pays comme le Guatemala, le Salvador ou à beaucoup d'autres dont la situation financière est aussi précaire. Les fonds viennent de pays d'Europe et d'Amérique et servent surtout à contrôler les pays du tiers monde de façon que leur structure économique leur permette de rembourser non seulement le FMI mais aussi les banques privées.

En fait, les trois quarts de la dette de 17 milliards de dollars de l'Amérique centrale—dette accumulée surtout au cours des huit dernières années, car elle était de 7 milliards en 1980—sont dus aux gouvernements, donc ce sont des dettes bilatérales, ou à des institutions multilatérales comme le FMI. Cette somme n'inclut pas les 600 millions de dollars que les États-Unis allouent chaque année aux forces armées. C'est clair qu'on a besoin des forces armées: elles empêchent toute révolte de la part de gens qui n'aiment pas aider le FMI et les autres créanciers à se la couler douce. En fait, chaque homme, chaque femme et chaque enfant des 25 millions d'habitants de l'Amérique centrale nous doivent 700 \$. Des gens qui n'accumulent même pas 100 \$ dans une année nous en doivent, paraît-il, 700 \$. Aux termes de nos lois, les habitants de pays où nous avons été chercher de l'or, de l'argent, du bois, du coton, du sucre, des bananes, du café et toutes sortes de ressources minérales et agricoles sont considérés comme étant nos débiteurs. En moyenne, chaque homme, chaque femme et chaque enfant de l'Amérique centrale, y compris ceux qui souffrent de malnutrition, nous doivent 700 \$. C'est bizarre. C'est immoral.

● (1250)

D'après nos normes, leur seule façon de nous payer, c'est de fournir la main-d'oeuvre bon marché qui va maintenir les prix de notre café, de notre sucre, de notre coton, de nos bananes, de nos oeillets et de nos autres belles fleurs assez bas pour que nous puissions les acheter facilement sans jamais être témoins de la malnutrition dont leurs enfants souffrent.

Le rôle du FMI n'est qu'esquissé dans le projet de loi. D'après les fonctionnaires, les prêts seront consentis à 0,5 p. 100 à certains pays à condition qu'ils serrent encore plus la vis à leurs citoyens pour les rembourser. La subvention, elle, servira à combler l'écart entre ce taux de 0,5 p. 100 et le taux de 8, 10 ou 12 p. 100 auquel le FMI empruntera l'argent aux pays créditeurs. En d'autres termes, les emprunteurs, c'est-à-dire les citoyens des pays d'Afrique et d'Amérique latine, ne bénéficient pas vraiment du taux d'intérêt qualifié d'imbattable. C'est le FMI lui-même qui en bénéficie sans compter qu'environ 13,5 p. 100 des remboursements vont aux banques privées.

Les banques privées de notre pays bénéficient de l'argent que ce projet de loi propose de mettre à la disposition du FMI.

Les pays comme le Guatemala, le Salvador, le Brésil ou le Pérou doivent rembourser le prêt, mais sans retirer de l'opération le moindre avantage, si ce n'est sur papier. Au lieu de rembourser leurs emprunts pendant 50 ans, ils devront le faire pendant 100 ans. En d'autres termes, ils seront enfermés dans le cycle infernal de l'endettement.

Ce cycle infernal est attribuable au fléchissement du prix des matières premières, surtout des produits agricoles.

A une conférence sur l'Amérique centrale, un fonctionnaire de l'ACDI nous a dit hier qu'il était inutile d'essayer d'enrayer la chute des prix agricoles. Voilà une constatation fort commode. N'est-il pas avantageux pour les buveurs de café que nous sommes qu'il soit impossible d'arrêter la chute du prix qu'on le paie aux hommes et aux femmes qui le produisent? Je suppose que, selon nos fonctionnaires, c'est en vertu d'un commandement de Dieu que les prix agricoles baissent et que nous n'y pouvons rien, du moins voulons-nous le croire. Il est vrai que nous n'y pouvons rien, mais c'est à cause des règles que nous avons mises en place.

Je pense que l'esprit qui anime le FMI a d'abord été illustré il y a un siècle par Lewis Carroll dans la fable du morse et du menuisier, que l'on trouve dans *Alice au pays des merveilles*.

Après avoir invité des huîtres à une promenade, le morse et le menuisier se sont mis à les manger. Les pauvres mollusques se plaignant de leur sort:

«Je pleure quand je songe à votre triste sort, dit le Morse, j'y compatis de tout mon coeur». Secoué de sanglots et versant mainte larme, il se saisit alors des huîtres les plus grosses, en ayant soin pourtant de tenir son mouchoir devant ses yeux tout ruisselants.

Le menuisier prétendait, de son côté, que le morse tenait son mouchoir devant ses yeux uniquement pour l'empêcher de voir combien d'huîtres il gobait.

Lewis Carroll disait cela en plaisantant, mais le Fonds monétaire international semble prendre ses propos très au sérieux. Ainsi, ce que nous avons entendu hier lors de la Conférence sur l'Amérique centrale portait précisément sur le prix des denrées agricoles.

M. Gabriel Siris, directeur des programmes par pays de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine nous a dit en partie ce qui suit:

Un autre facteur qui a contribué à la crise économique d'aujourd'hui a été la baisse des exportations des denrées traditionnelles qui avaient été par le passé le principal agent de croissance de ces économies.

Puis il a parlé de l'Amérique centrale.

Il a ajouté ce qui suit:

Les denrées agricoles de base comme le café, le coton et les bananes constituent une source majeure d'épargne devant être investies dans d'autres secteurs, y compris l'industrie.